

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Les conséquences de la guerre au Moyen-Orient

Pourquoi la guerre avec l'Iran menace l'agro brésilien ?

Le conflit avec l'Iran perturbe les routes commerciales et notamment la circulation des navires dans le golfe d'Oman et la mer d'Arabie, à l'est du détroit d'Ormuz. La situation de cette route commerciale stratégique pour l'approvisionnement énergétique mondial demeure donc incertaine. Dans ce contexte, un autre produit de base, moins visible mais essentiel, est en jeu : les engrais, en particulier l'urée, un composant azoté indispensable à la production agricole à grande échelle. Pour le Brésil, dont l'agrobusiness constitue un moteur clé de l'économie et qui dépend largement des importations d'engrais, l'impact potentiel est significatif. « Le problème est que nous avons un pays dont 30 % du PIB repose sur l'agriculture, mais qui dépend à plus de 90 % des importations d'engrais », souligne Bernardo Silva, directeur exécutif du Syndicat national de l'industrie des matières premières pour engrais (Sinprifert). (Article [ici](#))

Les engrais achetés par le Brésil ne rencontreront aucun problème pour être exportés, affirme l'ambassadeur d'Iran au Brésil

Les engrais acquis par le Brésil auprès d'entreprises iraniennes ne seront pas empêchés d'être expédiés vers le pays, a

déclaré l'ambassadeur d'Iran, Abdollah Nekounam, le mardi 31 mars. « Il y a quelques mois, nous avons commencé à exporter de l'urée vers le Brésil avec certaines entreprises impliquées. [...] À ce jour et dans le contexte actuel, les produits achetés par le Brésil ne rencontreront aucun problème pour être exportés », a-t-il affirmé. Le Moyen-Orient constitue la quatrième région fournisseur d'engrais chimiques pour le Brésil, selon les données du ministère en charge du commerce (MDIC) pour 2025. (Article [ici](#))

Agro brésilien : redéploiement des exportations via la mer Rouge face aux contraintes logistiques

Face à la fermeture du détroit d'Hormuz, le secteur agroalimentaire brésilien a réorienté une part significative de ses exportations vers la mer Rouge, devenue une route alternative stratégique depuis fin février. Ce changement logistique concerne principalement les flux vers le Moyen-Orient, une région clé pour les exportations brésiliennes de viande de volaille, de bœuf, de sucre et de grains. Il résulte d'une mobilisation conjointe des exportateurs brésiliens et des pays importateurs, confrontés à une chute rapide des échanges en raison des perturbations liées au conflit. Les impacts sont déjà visibles dans les données commerciales : en mars, les exportations de viande bovine vers les pays proches de la zone de conflit ont reculé de plus de 20 % (18 000 tonnes contre 22 000 en février), tandis que celles

de viande de volaille ont diminué de 18,5 % sur la même période. Plusieurs marchés majeurs sont concernés, notamment les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. Selon Ricardo Santin, président de l'Association brésilienne de protéines animales (ABPA), cette baisse ne reflète pas un affaiblissement de la demande, mais des contraintes strictement logistiques. Au contraire, la demande régionale resterait soutenue, voire en hausse, les pays cherchant à renforcer leur sécurité alimentaire et leurs stocks dans un contexte d'incertitude géopolitique. (Article [ici](#))

La Chambre des députés approuve des mesures pour pallier les effets de la guerre avec l'Iran

La Chambre des députés a approuvé le mercredi 27 mai la création du Programme de développement de l'industrie des engrais (Profert), qui prévoit l'octroi de 10 Md BRL (1,7 Md EUR) d'incitations fiscales au secteur à partir de 2027. Le texte prévoit également la possibilité d'ouvrir un crédit extraordinaire de 1 Md BRL (170 MEUR) dès 2026 afin de tenter de contenir les effets de la guerre dans le Golfe, laquelle a entraîné une hausse des prix des intrants à l'échelle mondiale. La proposition établit par ailleurs des seuils minimaux d'utilisation de produits nationaux pour pouvoir bénéficier du programme d'incitation. Les critiques estiment que cette mesure pourrait favoriser les grands acteurs du marché, davantage capables de satisfaire aux critères d'éligibilité, tandis que ses défenseurs considèrent qu'elle encouragera le développement de l'industrie brésilienne des fertilisants. (Article [ici](#)).

Politique

La Chambre des députés a organisé un « effort collectif accéléré » pour voter des projets liés à l'agro-industrie

Dans un contexte de « crise » du secteur agricole, marqué notamment par un surendettement, la Chambre des députés a consacré, la semaine du 18 au 22 mai, plusieurs séances à l'examen et au vote de projets d'intérêt pour le secteur agro brésilien. Baptisée « Jour de l'Agro » par le Front Parlementaire pour l'Agriculture (FPA), cette session délibérative extraordinaire a débuté le mardi 19 mai et s'est prolongée jusqu'au jeudi 21 mai. Douze textes d'intérêt pour le secteur ont été analysés, selon l'ordre du jour publié par la Chambre. Les projets portent notamment sur les domaines du travail, du droit de propriété, de l'environnement, de la fiscalité et du crédit rural. Cette initiative a été articulée par la FPA avec le président de la Chambre, Hugo Motta. L'objectif du groupe parlementaire est d'accélérer, au cours du premier semestre, l'examen des projets jugés prioritaires pour le secteur, en consacrant les séances exclusivement aux thèmes agricoles. Selon les informations recueillies par la presse, la majorité des projets devraient être approuvés. Parmi les propositions prioritaires figurent notamment le projet visant à ajuster les incitations accordées au secteur après la hausse des impôts PIS/Cofins sur les intrants et à revoir la réduction linéaire de 10 % des avantages fiscaux, ainsi que la proposition de modernisation de l'assurance rurale, déjà approuvée par le Sénat et soutenue par le gouvernement, qui attend l'avancement du texte pour mettre en place un nouveau modèle d'assurance rurale dès la prochaine récolte. (Article [ici](#))

Commerce

L'agriculture brésilienne ouvre des marchés pour 29 produits dans 9 pays au cours des premiers jours d'avril 2026

Les exportations du secteur ont totalisé 38,1 milliards de dollars au premier trimestre 2026, enregistrant une croissance de 0,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. L'agronogoc brésilien a ouvert des marchés dans neuf pays pour

au moins 29 produits différents au cours des 17 premiers jours d'avril, selon le ministère de l'Agriculture. Le pays a conclu des accords pour exporter des protéines animales, des fruits, des céréales et d'autres produits vers des marchés tels que le Vietnam, l'Arabie saoudite, l'Éthiopie et El Salvador, entre autres. Ce résultat s'ajoute à l'ouverture de 30 marchés pour les produits de l'agronégoce brésilien au cours des trois premiers mois de l'année, selon le ministère. (Article [ici](#))

En Allemagne, Lula critique les « fake news » sur l'agrobusiness brésilien dans le secteur des biocarburants

Le président s'est plaint des barrières de l'UE au commerce des biocarburants : « Nous produisons sans compromettre la sécurité alimentaire : le Brésil peut aider l'Union européenne à réduire le coût de l'énergie et à décarboner les choses. Pour cela, il est essentiel que les règles du bloc tiennent compte de la matrice énergétique propre utilisée dans nos processus de production », a-t-il déclaré. (Article [ici](#))

Le Brésil en passe d'adopter une loi d'interdiction du foie gras

La Commission de la Constitution, de la Justice et de la Citoyenneté de la Chambre des députés a approuvé le 28 avril le projet de loi 90/20, issu du Sénat, qui interdit la production et la commercialisation de produits obtenus par le gavage des animaux, à l'instar du foie gras. Selon la proposition, l'interdiction englobera « aussi bien les produits frais (*in natura*) que les produits en conserve obtenus par le gavage, une méthode d'alimentation forcée consistant à introduire un tube dans la gorge de l'oiseau, ce qui entraîne l'hypertrophie du foie ». Toute infraction à cette norme exposera les contrevenants à des peines de détention allant de trois mois à un an, ainsi qu'à l'amende prévue par la Loi sur les crimes environnementaux pour maltraitance animale, en plus d'autres sanctions administratives.

Le projet de loi devrait être transmis prochainement à la Présidence pour sanction ou véto. Le président Lula disposera de quinze jours pour se prononcer. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Economie

Le marché des machines agricoles se dirige vers une cinquième année de baisse sous la pression des taux d'intérêt et du crédit

L'Association Nationale des Fabricants de Véhicules Automobiles (Anfavea), qui a présenté les données du segment lors d'une conférence de presse mercredi 15 avril, estime la commercialisation à 46 700 unités, ce qui représenterait une baisse de 6,2 % par rapport à 2025. Selon l'Association Brésilienne de l'Industrie des Machines et Équipements (Abimaq), le recul devrait compromettre le chiffre d'affaires de 8 %. La projection de baisse des ventes de machines agricoles en 2026 augure d'une cinquième année consécutive de recul dans le secteur. (Article [ici](#))

Une étude met en évidence des facteurs structurels de l'inflation alimentaire au Brésil

Une étude publiée mardi 31 mars par l'organisation non gouvernementale ACT Promoção da Saúde, en partenariat avec l'Agence Bori, montre que l'inflation des aliments au Brésil constitue un phénomène structurel, qui renchérit davantage les produits frais que les produits ultra-transformés. L'analyse a été réalisée par l'économiste Valter Palmieri Junior, docteur en développement économique de l'Université d'État de Campinas (Unicamp). Selon lui, l'inflation alimentaire au Brésil ne peut être attribuée uniquement à des facteurs saisonniers — des variations temporaires qui tendent à se corriger spontanément avec le changement de saison. L'étude cite, par exemple, la hausse du prix de la tomate durant l'intersaison. L'économiste soutient également que l'inflation des aliments ne peut être

expliquée uniquement par des facteurs conjoncturels, c'est-à-dire des variations liées à des événements non récurrents, pouvant durer quelques mois ou quelques années, comme une dépréciation soudaine du taux de change. L'étude classe ainsi l'inflation alimentaire comme un phénomène structurel, composé de pressions permanentes qui ne se résorbent pas d'elles-mêmes et qui exigent des changements dans l'organisation de l'économie. (Article [ici](#))

Le secteur agricole évalue l'impact de la journée de travail de 40 ou 36 heures dans les systèmes de production qui fonctionnent en continu

La volaille, le porc, les céréales et les produits laitiers dépendent d'un travail ininterrompu et évaluent le risque d'augmentation des coûts, d'informalité et de perte de compétitivité sans gains de productivité antérieurs. Les discussions sur la réduction de la journée de travail au Brésil, avec une réduction de la charge de travail hebdomadaire de 44 à 40 ou 36 heures, ont suscité des appréhensions dans tous les secteurs productifs. Dans les campagnes, cette préoccupation est d'autant plus sensible, compte tenu des particularités des activités agricoles, qui ne s'adaptent pas facilement à des changements brusques de cette nature. Réduire la journée de travail sans faire face aux obstacles historiques (tels qu'une infrastructure logistique déficiente, une forte charge fiscale, une complexité réglementaire et une faible qualification moyenne de la main-d'œuvre) tend à augmenter le coût horaire et à compromettre la compétitivité du pays. Les chiffres confirment ce scénario. Le Brésil occupe actuellement la 94^e place dans le classement de la productivité de l'Organisation internationale du travail (OIT), avec une croissance annuelle moyenne de seulement 0,9 % entre 1990 et 2024. C'est une indication claire du retard structurel par rapport à d'autres économies. Dans ce contexte, réduire la

journée de travail sans gains de productivité signifie creuser encore cet écart. (Article [ici](#))

Le profil du PIB brésilien change et l'agroalimentaire gagne en importance

L'économie brésilienne connaît un processus de transformation structurelle de la participation des différentes activités économiques au PIB. Ce mouvement, qui se produit de manière lente et progressive, pourrait conduire à un profil différent du PIB dans les prochaines années, selon les spécialistes. Ce processus peut être observé dans le résultat du PIB de 2025. La part de l'activité agroalimentaire dans le PIB du pays a atteint 7,1% du total l'an dernier. Non seulement elle est supérieure à celle de 2024 (6,7%), mais elle constitue également le niveau le plus élevé depuis 2000, début de la série de l'IBGE (institut national en charge des statistiques). En revanche, l'industrie manufacturière a terminé l'année dernière avec une part de 13,7% du PIB. Cette proportion est inférieure à celle observée en 2024 (14,1%) et il s'agit du niveau le plus bas depuis 2020 (12,3%). (Article [ici](#))

La performance du secteur de l'Agro 'camoufle' une nouvelle année de faible progression de la productivité globale au Brésil

Le modèle de croissance économique du pays, intensif en main-d'œuvre et à faible productivité, n'est pas soutenable et inquiète les experts. La productivité du travail au Brésil a répété en 2025 la performance de 2024, toutes deux bien en dessous de la variation enregistrée en 2023, renforçant la perception parmi les experts que cette année-là avait été exceptionnelle et que le pays retourne à sa moyenne historique basse. En tenant compte des heures effectivement travaillées, la productivité a progressé de 0,4 % en 2024 et également en 2025, après avoir augmenté de 2,3 % en 2023, selon les données de l'Observatoire de la

Productivité Regis Bonelli, de l'Institut Brésilien d'Économie (FGV Ibre). Et cette hausse l'année dernière n'a eu lieu que grâce à la forte progression des gains d'efficacité dans le secteur agricole. (Article [ici](#))

Filières

Le Brésil devrait battre des records d'exportation et de production de soja en 2026

Le Brésil devrait exporter un volume record de 113,6 millions de tonnes de soja en 2026, selon une estimation publiée jeudi 16 avril par l'Association Brésilienne des Industries d'Huiles Végétales (Abiove). La projection a été augmentée de plus de 2 millions de tonnes par rapport au mois précédent, tandis que le pays achève la récolte de la saison, qui devrait également être la plus importante jamais enregistrée. Si cette prévision se confirme, le Brésil, premier producteur et exportateur mondial de soja, affichera une augmentation de 5,4 millions de tonnes des exportations par rapport à 2025. Même avec une récolte et des exportations record prévues, les recettes du secteur devraient cependant baisser en 2026 en raison de la chute des prix internationaux et de l'augmentation de l'offre mondiale, selon l'Abiove. (Article [ici](#))

Agriculture tropicale : un leader du secteur agroalimentaire sur quatre ne connaît pas le concept

Un quart des leaders d'opinion du secteur agricole ne sont pas en mesure de définir ce qu'est l'agriculture tropicale. Cette donnée provient d'une étude inédite réalisée par Nexus et présentée à Brasília mercredi 27 mai lors du lancement de la campagne « O que é que o Brasil tem ? » promue par CropLife Brasil. L'étude, menée auprès de 230 personnes — parmi lesquelles des parlementaires, des fonctionnaires, des journalistes et des entrepreneurs du secteur agroalimentaire — met en évidence un contraste. Alors que 85 % des personnes

interrogées reconnaissent le Brésil comme une puissance agricole mondiale, 24 % ne parviennent pas à associer ce terme au modèle qui permet la production à grande échelle dans le pays. Les réponses les plus fréquemment associées au concept ont été : le climat brésilien (7 %), les fruits (7 %) et la durabilité (5 %). Des notions telles que la technologie et la sécurité alimentaire n'ont été citées que par 1 % des participants, révélant ainsi un décalage entre l'importance du système productif et le niveau de compréhension qu'il suscite. (Article [ici](#))

Agriculture et environnement

L'usage des bio-intrants progresse et atteint 194 millions d'hectares

Le marché des bio-intrants au Brésil a atteint 6,2 Md BRL (environ 1,05 Md EUR) en 2025, avec une croissance tirée par l'élargissement de l'utilisation de ces produits dans les cultures. La surface traitée a atteint 194 millions d'hectares, soit une expansion de plus de 28 % par rapport à l'année précédente. Les données proviennent de CropData, portail de données de CropLife Brasil, et ont été publiées mardi 31 mars 2026, à São Paulo. Les bio-intrants sont des produits utilisés pour le contrôle des ravageurs et des maladies ou pour améliorer le développement des plantes, généralement à partir d'organismes naturels, tels que des bactéries et des champignons. L'augmentation de leur utilisation est liée à la nécessité de lutter contre des ravageurs résistants et à la recherche de pratiques agricoles plus durables. Entre 2022 et 2024, la croissance moyenne de la surface traitée a été de 15% par an, ce qui indique une tendance à l'expansion continue du secteur. (Article [ici](#))

Le blocage du crédit rural pour les producteurs qui déboisent dans le cadre légal suscite des tensions entre l'agro et le gouvernement

Une nouvelle règle du Conseil monétaire national (CMN), en vigueur depuis le 1^{er} avril 2026, a déclenché un différend entre le gouvernement fédéral et le secteur agricole. L'organe, composé de la Banque centrale et des ministères des Finances et de la Planification et du Budget, interdit l'octroi de crédit rural aux producteurs qui utilisent des ressources publiques pour défricher la végétation native, même lorsque ces pratiques sont autorisées par le Code forestier. La Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA) a déclaré que l'État devrait prioritairement se concentrer sur la lutte contre la déforestation illégale. Les objectifs du Plan Climat pour l'agriculture incluent une réduction de 75 % du déboisement légal entre 2022 et 2035, selon une logique visant à rendre économiquement plus avantageuse la conservation des forêts, y compris dans les cas où leur suppression est autorisée. Le Code forestier impose notamment que les propriétés situées en Amazonie conservent au moins 80 % de leur couverture végétale, constituant la « réserve légale ». Ainsi, la loi autorise la déforestation de 20 % de la surface forestière ; au-delà de ce seuil, celle-ci est considérée comme un crime environnemental. (Article [ici](#))

Brésil : les députés approuvent la réduction de 40 % d'une forêt protégée en Amazonie pour un projet ferroviaire

La Chambre des députés a approuvé mercredi 19 mai 2026 un projet de loi qui réduit de près de 40 % la superficie de la forêt nationale de Jamanxim, dans l'État du Pará. La zone est considérée comme stratégique pour permettre la construction de la ligne du chemin de fer « Ferrogrão ». La proposition a été votée après une procédure accélérée, sans passer par aucune commission, dans le cadre d'une offensive du groupe parlementaire ruraliste. (Article [ici](#))

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Le Brésil interdit cinq antimicrobiens comme améliorateurs de performance

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Mapa) a publié fin avril une nouvelle norme interdisant l'utilisation de cinq antimicrobiens comme additifs de croissance dans la production animale à travers le pays. L'interdiction, officialisée par l'ordonnance 1.617 publiée fin avril 2026, vise l'avoparcine, la bacitracine, la bacitracine de zinc, la bacitracine méthylène disalicylate et la virginiamycine. Selon le texte, l'importation, la fabrication et la commercialisation de ces substances pour améliorer la performance animale sont désormais proscrites, entraînant l'annulation immédiate des enregistrements de produits correspondants. Cette décision s'inscrit dans une tendance mondiale visant à réduire les risques de résistance bactérienne, un enjeu majeur de santé publique. Un délai de transition de 180 jours a été accordé pour l'utilisation des stocks existants fabriqués avant la norme. Cette mesure contraint les producteurs et l'industrie à ajuster les formulations des régimes alimentaires de animaux au profit de solutions plus durables. (Article [ici](#))

L'UE va suspendre les importations de viande de Brésil pour non-respect des exigences européenne en matière d'utilisation d'antibiotiques

L'Union européenne a décidé d'exclure le Brésil de la liste des pays tiers autorisés à exporter des produits d'origine animale vers le bloc de l'UE, une mesure qui prendra effet le 3 septembre 2026. Cette décision, validée par un comité d'experts des États membres le 12 mai, repose sur l'incapacité des autorités brésiliennes à fournir des garanties suffisantes concernant l'interdiction des antimicrobiens utilisés comme activateurs de croissance. Bruxelles souligne que ses standards de sécurité alimentaire sont parmi les plus élevés au

monde et doivent s'appliquer de manière équitable aux producteurs locaux et importés pour lutter contre la résistance antimicrobienne. Bien que le dialogue reste ouvert avec Brasília, la Commission européenne maintient que la reprise des exportations dépendra d'une démonstration rigoureuse de la conformité tout au long du cycle de vie des animaux. (Article [ici](#))

Chine : suspension temporaire de trois abattoirs brésiliens pour irrégularités sanitaires

La Chine a temporairement suspendu les exportations de viande bovine provenant de trois abattoirs brésiliens après l'identification d'irrégularités sanitaires dans certaines cargaisons exportées vers le marché chinois. La mesure concerne des unités des groupes JBS, PrimaFoods et Frialto, selon des informations confirmées par l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (Abiec). Les sites concernés sont l'unité de JBS à Pontes e Lacerda, l'usine de PrimaFoods à Araguari ainsi que l'abattoir de Frialto situé à Matupá. L'association affirme que cette suspension revêt un caractère préventif et temporaire. Les entreprises concernées travaillent actuellement à retracer l'origine des cargaisons incriminées et à mettre en œuvre les mesures correctives demandées par les autorités chinoises. L'Abiec également souligné que le Brésil dispose de l'un des systèmes de contrôle sanitaire les plus stricts au monde, fondé sur un suivi permanent de la chaîne de production et sur les inspections réalisées par le Service fédéral d'inspection sanitaire (SIF). (Article [ici](#))

Le ministère public du Travail demande l'interdiction du glyphosate au Brésil et accuse l'Anvisa de « double standard »

Le ministère public du Travail (MPT) a demandé à la justice fédérale la suspension immédiate de l'usage du glyphosate au Brésil, estimant que l'Anvisa applique un «

double standard » réglementaire. Le MPT considère que l'agence sanitaire brésilienne maintient l'autorisation d'un produit faisant déjà l'objet de restrictions ou d'interdictions dans plusieurs pays, malgré les débats scientifiques sur ses effets potentiels sur la santé humaine et l'environnement. Selon l'action déposée, les travailleurs agricoles seraient particulièrement exposés aux risques liés à l'utilisation de cet herbicide. Le dossier intervient dans un contexte de pressions croissantes autour des exigences sanitaires et environnementales internationales applicables aux produits agricoles brésiliens, notamment dans les échanges avec l'Union européenne. (Article [ici](#))

Le gouvernement identifie l'utilisation au Brésil de 147 pesticides interdits dans l'Union européenne et craint des risques pour les exportations

Le MAPA a reçu une évaluation critique concernant l'utilisation de pesticides dans des produits exportés vers l'Union européenne, une situation qui fragilise le secteur face à la pression croissante exercée par le bloc européen sur l'agrobusiness brésilien. Le journal *Folha* a eu accès aux données de cette étude technique. Contrairement aux rapports habituellement produits par des organisations de la société civile, ce travail a été réalisé par des fonctionnaires du gouvernement brésilien en poste dans les ambassades en Europe et chargés du suivi des questions liées à l'agrobusiness. Le diagnostic, transmis cette semaine au MAPA, révèle qu'il existe actuellement 147 substances chimiques autorisées au Brésil mais interdites dans l'Union européenne. L'étude met également en évidence un autre point sensible : les limites de résidus chimiques tolérées dans les aliments. Dans au moins 306 cas, les résidus de pesticides détectés dans des produits brésiliens dépassaient le seuil de détection autorisé par les autorités sanitaires européennes. (Article [ici](#))

Focus du mois de mai : l'entrée en vigueur provisoire de l'accord UE-Mercosur

L'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'UE est entré en vigueur de manière provisoire le 1^{er} mai 2026

Après 26 ans de négociations, l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne est entré en vigueur de manière provisoire le 1^{er} mai 2026. Depuis 1999, les deux blocs travaillaient à l'élaboration de ce traité. En principe, avec l'achèvement des procédures internes et l'échange formel de notifications entre les parties, c'est le volet commercial du traité qui entre en vigueur à titre provisoire, facilitant ainsi les échanges entre les parties. Les piliers politique et de coopération de l'accord exigent quant à eux une ratification complète par l'ensemble des pays de l'Union européenne.

92% des produits originaires du Mercosur devraient être exemptés de taxes dans l'UE. À titre de comparaison, sans cet accord, seulement 24% des exportations arrivant en Europe sont exonérées de droits de douane. Du côté du Mercosur, il est prévu de libérer de ces taxes 91% des importations en provenance de l'UE. L'UE éliminera 100% de ses tarifs industriels sur une période allant jusqu'à dix ans, tandis que le Mercosur réduira 91% de ses lignes tarifaires et commerciales sur une période allant jusqu'à 15 ans. (Article [ici](#))

A titre d'exemple, le Service Economique Régional de Brasilia a élaboré le tableau suivant, qui présente pour les vins et certains alcools les taxes à l'importation qui seront progressivement ramenées à zéro :

| Démantèlement des droits de douanes pour les vins et spiritueux de l'UE exportés vers le Brésil | | | | | | | |
|---|---|--------------|-------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Code NCM : Nomenclature Commune du Mercosur | | | | | | | |
| Code NCM : | Type de produit : | Taux de base | Classe de démantèlement | Au 01/05/2026 | Au 01/01/2027 | Au 01/01/2028 | Au 01/01/2029 |
| 22041010 | Vin de type "champagne" | 20 | 8 | 17,78 | 15,56 | 13,34 | 11,12 |
| 22041090 | Autres vins mousseux prix FOB>ou=8USD/L | 20 | SW/12 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22041090 | Autres vins mousseux prix FOB<8USD/L | 20 | SW/12 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 22042100 | Autres vins (rouge, blanc, rosé... tranquilles) en contenant <ou=2L | 27 | 8 | 24,003 | 21,006 | 18,009 | 15,012 |
| 22082000 | Eaux- de-vie de vin ou de marc de raisins (Cognac, Armagnac...) | 20 | 4 | 16 | 12 | 8 | 4 |
| 22084000 | Rhum et tafia | 20 | 4 | 16 | 12 | 8 | 4 |
| 22086000 | Vodka | 20 | 4 | 16 | 12 | 8 | 4 |
| 22087000 | Liqueurs | 20 | 4 | 16 | 12 | 8 | 4 |
| 22083020 | Whisky <ou=2L | 20 | 4 | 16 | 12 | 8 | 4 |

| Code NCM : | Type de produit : | Au 01/01/2030 | Au 01/01/2031 | Au 01/01/2032 | Au 01/01/2033 | Au 01/01/2034 | Au 01/01/2038 |
|------------|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 22041010 | Vin de type "champagne" | 8,88 | 6,66 | 4,44 | 2,22 | 0 | 0 |
| 22041090 | Autres vins mousseux prix FOB>ou=8USD/L | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22041090 | Autres vins mousseux prix FOB<8USD/L | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 0 |
| 22042100 | Autres vins (rouge, blanc, rosé... tranquilles) en contenant <ou=2L | 11,988 | 8,991 | 5,994 | 2,997 | 0 | 0 |
| 22082000 | Eaux- de-vie de vin ou de marc de raisins (Cognac, Armagnac...) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22084000 | Rhum et tafia | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22086000 | Vodka | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22087000 | Liqueurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22083020 | Whisky <ou=2L | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Photos du mois de mai

Premier concours Taste France de la meilleure baguette de tradition française et du meilleur croissant du Brésil



Le 5 mai 2026 s'est déroulé au Cordon Bleu à São Paulo la première édition de ce concours organisé par Business France, avec le soutien de l'Ambassade de France au Brésil et du Ministère français de l'agriculture afin de promouvoir le savoir-faire et l'excellence des farines et autres ingrédients de panification française.

Salon APAS SHOW à São Paulo



Du 18 au 21 mai 2026, une vingtaine d'entreprises françaises ont exposé sur le stand « Pavillon France » opéré par Business France sur ce salon qui est le plus grand du genre en Amérique latine. Le stand a été désigné « meilleur stand international » de l'édition 2026.